

Conclusions principales

Vue d'ensemble de la situation en matière de mines antipersonnel 2011-2012

À ce jour, l'*Observatoire des mines 2012* a identifié un gouvernement ayant fait usage de mines antipersonnel au cours de l'année 2012 – la Syrie.

- En 2011, Israël, la Libye et le Myanmar ont eu recours aux mines antipersonnel.
- L'utilisation par des groupes armés non étatiques a été confirmée dans six pays – l'Afghanistan, la Colombie, le Myanmar, le Pakistan, la Thaïlande et le Yémen – contre quatre pays dans le précédent rapport.

Au total, 4286 nouvelles victimes des mines et des restes explosifs de guerre ont été enregistrées en 2011.

- Le chiffre relatif à l'année 2011 est similaire au nombre de victimes identifiées en 2009 et en 2010, soit environ 11-12 victimes par jour. Le taux d'incidence annuel est d'environ un tiers de ce qu'il était il y a dix ans, avec au moins 32 victimes par jour.
- La réduction progressive des taux d'incidence annuels s'est poursuivie dans quelques-uns des pays les plus touchés par les mines, tels que l'Afghanistan et le Cambodge, mais ces baisses ont été compensées par des hausses dans des pays où de nouveaux conflits ont éclaté, ou là où des conflits existants se sont intensifiés, comme la Libye, le Pakistan, le Soudan, le Soudan du Sud et la Syrie.
- Vu que le recensement des données est incomplet, le nombre réel de victimes est certainement plus élevé que le nombre de cas enregistrés.

La présence de mines a été confirmée dans 59 États et six autres régions. La pollution par les mines est suspectée ou résiduelle dans 12 autres États.

- La Guinée-Bissau, le Népal et le Nigeria ont achevé de déminer tous les secteurs minés connus en 2011 ; le déminage s'est également terminé en Abkhazie.

Plus de 190 km² de secteurs minés ont été libérés par le déminage ou le levé de champs de mines, dans le cadre de 37 programmes d'action contre les mines en 2011, détruisant plus de 325 000 mines antipersonnel et près de 30 000 mines antivéhicule.

- Au cours des dix dernières années, 1700 km² ont été libérés par le déminage ou le levé des zones minées ; plus de 3,1 millions de mines ont été retirées du sol.
- Les déminages les plus importants de secteurs minés ont été réalisés par des programmes en Afghanistan, au Cambodge, en Croatie et au Sri Lanka, qui représentaient plus de 80% des déminages enregistrés.
- 233 km² supplémentaires d'anciennes zones de bataille auraient été déminés en 2011, détruisant du même coup plus de 830 000 munitions ou engins explosifs non explosés ou abandonnés, ainsi que 55 km² de zones polluées par des armes à sous-munitions, avec la destruction de plus de 52 000 sous-munitions non explosées.

La disponibilité et l'accessibilité de l'assistance et des services aux survivants ont subi un recul dans au moins 12 pays en 2011, principalement à cause de la réduction de l'aide internationale et de l'apparition de nouveaux conflits ou de l'intensification de conflits existants.

COMITÉ DE RÉDACTION

Conclusions principales

- L'appui international direct en faveur des programmes d'assistance aux victimes, à travers le financement d'actions internationales contre les mines, a diminué de 13,6 millions de dollars US, en baisse de près de 30% par rapport à 2010.
- Le total annuel de 2011, à hauteur de 30 millions de dollars, est le montant annuel total d'assistance aux victimes le plus bas depuis que l'Observatoire a commencé à fournir des données sectorielles en 2007. Rien n'indiquait que des sources nationales de financement ou des sources internationales pour le développement avaient comblé les déficits qui s'étaient créés.

Les donateurs et les États affectés ont apporté un appui international et national en faveur des actions contre les mines à hauteur d'environ 662 millions de dollars US en 2011, environ 25 millions de dollars de plus qu'en 2010, le total le plus élevé jamais enregistré.

- En 2011, 42 donateurs ont participé pour un montant de 467 millions de dollars US à l'aide internationale en faveur des actions contre les mines dans 57 États et régions touchés, soit une légère baisse de 13 millions de dollars (3%) par rapport à 2010. Pour la sixième année consécutive, les contributions internationales ont dépassé 400 millions de dollars par année.
- Trente États affectés ont contribué à hauteur de 195 millions de dollars US, soit 29% du total des fonds, à l'aide nationale en faveur des actions contre les mines pour leurs propres programmes d'action contre les mines, à savoir une augmentation de 38 millions de dollars par rapport à 2010.

La production de mines antipersonnel a diminué pour passer à une douzaine d'États ; aucun transfert de cette arme n'a été enregistré au cours des dernières années.

- La production active de mines antipersonnel pourrait se poursuivre dans seulement quatre pays : l'Inde, le Myanmar, le Pakistan et la Corée du Sud.
- Huit autres pays se réservent le droit de produire des mines antipersonnel : la Chine, Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, la Russie, Singapour, les États-Unis et le Vietnam.

Situation générale concernant la mise en œuvre et le respect du Traité d'interdiction des mines

- ✓ Trois pays ont adhéré au Traité d'interdiction des mines depuis juillet 2011 : le Soudan du Sud (juillet 2011), la Finlande (janvier 2012), et la Somalie (avril 2012). Avec l'adhésion de la Somalie et du Soudan du Sud, tous les États d'Afrique subsaharienne sont désormais des États parties, achevant ainsi l'universalisation dans le sous-continent.
- ✓ Depuis septembre 2011, de nouvelles allégations faites concernant l'utilisation de mines par les forces gouvernementales dans les États parties du Soudan et du Yémen réclament une attention continue, des enquêtes et des solutions.
- ✓ Au total, 19 États parties ont officiellement déclaré avoir rempli leur obligation de déminer tous les secteurs où la présence de mines antipersonnel est avérée ou suspectée sur le territoire relevant de leur juridiction ou étant sous leur contrôle. Sur les 45 autres États parties dont l'Observatoire pense qu'ils n'ont pas encore rempli toutes leurs obligations aux termes du Traité, une prorogation du délai a été accordée à 27 d'entre eux.
- ✓ Quatre-vingt-sept États parties ont déclaré officiellement avoir achevé la destruction de leurs stocks, détruisant collectivement plus de 46 millions de mines antipersonnel amassées. La Turquie, qui n'avait pas respecté son délai en 2008, a achevé leur destruction en 2011. Trois États parties continuent de violer le traité pour ne pas avoir achevé la destruction de leurs stocks d'ici la fin de leur délai de quatre ans : la Biélorussie, la Grèce et l'Ukraine.
- ✓ Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des mines, la plupart des États parties, comptant un grand nombre de survivants, ont renforcé la gestion de l'assistance aux victimes grâce à l'amélioration de la coordination, de la planification et de la compréhension des besoins et des problèmes des survivants.